L'Anarcho-syndicaliste n°79
septembre-octobre 1968
Union des Anarcho-Syndicalistes

ORGANISER?... OU RÉCUPÉRER?...

Les événements de mai-juin nous ont laissé un sentiment contradictoire de défaite et d'espérance.

Défaite, car malgré la puissance du mouvement, les structures du régime sont toujours en place.

Défaite, car les bureaucraties syndicales qui ont réussi à briser le mouvement (consciemment ou non, c'est une autre histoire) sont aussi toujours en place. Et, comme les structures du capitalisme et de la société de consommation, dont elles sont parties intégrantes d'ailleurs, elles sont ou paraissent consolidées.

Mais espérance tout de même, car l'explosion qu'a entraînée la révolte étudiante a eu un caractère à la fois révolutionnaire et libertaire .

Espérance parce que la génération qui vient n'est pas comme on aurait voulu nous le faire croire incapable de s'intéresser aux luttes sociales: les jeunes, étudiants ou ouvriers, qui ont mené le combat sauront bien le reprendre, et le reprendre en lui gardant le caractère qu'il a eu, qu'ils lui ont donné.

Dès lors, se pose le problème de l'avenir: comment faire pour que le prochain combat soit efficace, pour que les éternels bureaucrates ne conduisent pas aux mêmes capitulations?

Il apparaît nécessaire à tous que les militants révolutionnaires se regroupent, "s'organisent".

Et c'est là que déjà ceux *"qui se veulent révolutonnaires"* ne sont plus d'accord.

D'aucuns, dont nous ne contestons pas le désir et la volonté de renverser l'ordre établi capitaliste, prétendent que ce ne peut-être, que selon leur conception. Ou plutôt: selon leur dogme.

Et, au nom de ce dogme, ils veulent enrôler les militants dans une organisation, un Parti Révolutionnaire. Ainsi, l'on nous annonce la naissance de "L' Alliance des jeunes pour le Socialisme" (AJS).

Nous empruntons à "Lutte Ouvrière", n° 9, (en vente dans les kiosques) la conclusion d'un commentaire sur la naissance de l'AJS:

"Pour les dirigeants de l'AJS, revenant sur l'idée même qui préside à la constituion de leur organisation, on ne peut créer une organisation révolutionnaire qu'à partir d'un programme précis. Mais alors quel programme? Celui qui figure sur la déclaration remise à la presse par l'AJS est suffisamment vague pour convenir à tout le monde! serait-ce le programme de transition qui fut le programme de fondation de la IVème internationale? Mais pourquoi alors dire que l'on veut organisfer des non-trotskystes?

Ainsi d'un côté on prétend vouloir, dans le processus qui doit mener à la naissance d'un parti révolutionnaire dans ce pays regrouper dans une même organisation les militants révolutionnaires ayant d'importantes divergences entre eux, mais d'un autre côté on refuse d'envisager tout regroupement avec d'autres tendances révolutionnaires.

Qu'est-ce que cela signifie donc? Est-ce hypocrisie? et les jeunes militants de l'AJS n'auront-ils que le droit de ne pas être de la même tendance que leur direction à condition de n'appartenir à aucune autre. Ou bien tout simplement illogisme?"

Pour nous, les tentatives du genre AJS ne nous disent rien qui vaille.

Il y a un certain "activisme" révolutionnaire qui ne peut conduire qu'à des désillusions.

Comme nous avons condamné les grèves tournantes et autres formes d'agitation d'origine bureaucratique, nous condamnons les comités de défense, (des écoles normales, ou des C.E.G. par exemple); leurs promoteurs ne veulent les mettre sur pied que pour récupérer des militants .

Or, il ne s'agit pas de récupérer quelques dizaines de camarades; l'enjeu est autre. Il est bel et bien de faire en sorte que tous les travailleurs, étudiants, ouvriers, paysans, qui ont compris le sens du mouvement révolutionnaire puissent se rencontrer, localement d'abord, discuter, confronter leurs points de vue, accepter que des divergences subsistent. Mais, malgré leurs différences, ils doivent s'estimer assez pour garder la volonté d'oeuvrer ensemble ultérieurement. Dans l'action et on l'a bien vu encore une fois en mai-juin, il est bien rare que les querelles théoriques ne se trouvent pas dépassées et réléguées au magasin des accessoires.

Car, être révolutionnaire c'est vouloir changer le régime, le détruire pour instaurer de nouvelles structures sociales; mais c'est être dogmatique que de préjuger de ces structures sociales, et de la façon dont elles s'établiront. Or les dogmatiques veulent plier la réalité à leurs vues théoriques. Ils sont donc fatalement les contre révolutionnaires de demain (ils sont d'autant plus dangereux qu'ils n'admettent pas d'autre voie que la dictature du prolétariat et qu'ils se veulent l'incarnation de "la pensée de la classe", les dépositaires de la Vérité).

Pratiquement, nous sommes donc pour des comités locaux de travailleurs, étant bien entendu qu'ils ne devront en aucun cas se bureaucratiser, qu'ils devront rester ouverts sans exclusive, qu'aucun "parti politique" n'y aura accès en tant que tel, pas plus qu'aucune autre organisation (Car tout "Cartel" est voué à l'échec par sa nature même; on ne peut empêcher qu'il se transforme en une lutte pour contrôler l'organisation).

En proposant que soient créés et se développent de tels comités de révolutionnaires, nous tirons directement la leçon du mouvement de mai-juin.

Ci-dessous, nous reproduisons presque en entier un texte diffusé sous le titre *"Nous continuons le combat"* par un comité d'action étudiants-ouvriers (de Paris) en mai-juin.

A tous les camarades d'agir.

“Notre but n'est évidemment pas de détruire les structures actuelles sans rien proposer de nouveau contrairement à ce qu'insinuent les diffamations gaullistes.

L'absence aujourdhui d'un chef à la tête de notre mouvement correspond à sa nature même. Il ne s'agit pas de savoir qui sera à la tête de tous mais comment tous formeront une seule tête. Plus précisément il n'est pas question qu'une quelconque organisation politique ou syndicale déjà constituée avant la formation du mouvement se l'approprie.

L'unité de ce mouvement ne doit pas et ne peut pas, venir de la présence prématurée d'une célébrité à sa tête mais de l'unité des aspirations des travailleurs, des paysans et des étudiants.

C'est dans le cadre des comités de base, que ces aspirations peuvent prendre une forme concrète grâce à des discussions faites en petits groupes.

C'est ensuite que ces comités effaceront progressivement les différends inévitables qui auront pu apparaître entre eux.

L'UNITÉ DOIT VENIR DE LA BASE ET NON D'UN CHEF PREMATURE QUI NE POURRAIT TENIR COMPTE MAINTENANT DES ASPIRATIONS DE TOUS LES TRAVAILLEURS.

Le mouvement ne saurait apporter sa caution à une opération de récupération du type Front Populaire ou gouvernement de transition. En effet, les concessions de caractère matériel que nous pourrions obtenir ne modifieraient en rien le caractère scandaleux de la société actuelle. Elles seraient par ailleurs très vite absorbées par l'augmentation du coût de la vie organisée par le patronat.

C'est pourquoi l'arme absolue de tous les travailleurs luttant pour la révolution est la gestion directe de leurs moyens de liaison et de production.

Un pas supplémentaire doit être franchi !!!!

Camarades, l'occupation des usines doit maintenant signifier que vous êtes capables de les faire fonctionner sans l'encadrement bourgeois qui vous exploitait. Il faut maintenant permettre au mouvement révolutionnaire de vivre, de se développer, d'organiser la production sous votre contrôle. Vous retirez ainsi au capitalisme son outil d'oppression. Assurez la production, la distribution pour que l'ensemble de la classe ouvrière démontre qu'un pouvoir ouvrier propriétaire de ses moyens de production peut instituer une réelle économie socialiste.

L'autogestion comme système économique et social a pour but de réaliser pleinement la libre participation à la production et à la consommation par la responsabilité individuelle et collective. C'est donc un système créé avant tout pour l'homme, pour le servir et non l'oppresser.

Pratiquement l'autogestion consiste pour les camarades ouvriers à faire fonctionner leurs usines par et pour eux et par conséquent à supprimer la hiérarchie des salaires ainsi que les notions de salariat et de

patronat. C'est, à eux de constituer des conseils d'ouvriers élus par eux et exécutant les décisions, de l'ensemble.

Ces conseils doivent, être en relation étroite avec les conseils des autres entreprises sur le plan régional, national et. international.

Les membres de ces conseils ouvriers sont élus pour un temps déterminé et les tâches sont rotatives. Il faut en effet éviter de recréer une bureaucratie, qui tendrait à mettre sur pied une direction et à recréer un pouvoir oppresseur.

Démontrons que la gestion ouvrière dans les entreprises c'est le pouvoir de faire mieux pour tous ce que les capitalistes faisaient scandaleusement pour quelques uns.

Il s'agit d'autre part de créer des structures d'échange nouvelles nous permettant de nous passer des intermédiaires nombreux et variés qui prélèvent un bénéfice totalement injustifié au détriment du travailleur et du consommateur (grossistes, banquiers, agents de bourse, etc...)

AUTOGESTION DANS LES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES...

Monsieur De Gaulle étant un révolutionnaire, il va ar l'intermédiaire de Monsieur Edgar Eaure (qui n'a rien à voir avec Sébastien) introduire la participation jusque dans les lycées. Or, pas plus que la participation gaulliste ne peut nous concerner sur le plan social et économique, le simulaire de participation lycéenne ne peut nous convenir, dans la mesure où la vie même des élèves ne sera pas profondément changée. C'est pourquoi il nous faut essayer de définir quelles seraient les grandes lignes d'une véritable orientation vers l'autogestion à ce niveau.

La vie de l'élève, dans un établissement du type secondaire se partage entre le travail, les loisirs culturels ou de détente, et l'internat (repas et sommeil). C'est à ces trois niveaux qu'il faut envisager la prise en main par les élèves de leurs propres affaires en collaboration évidemment avec les adultes chargés de les aider, car il ne peut y avoir "lutte de classes" à ce niveau, bien au contraire. Notons cepandant que les élèves peuvent être amenés à forcer cette collaboration souhaitable entre "maîtres" et élèves.

Pour l'élève, l'unité de travail, c'est la classe. C'est là qu'avec ses camarades, et ses professeurs, il aura à déterminer l'organisation de son travail en fonction de buts qui jusqu'à présent restent imposés par les programmes et les examens. A ce niveau, *l'Ecole Moderne* et ses techniques nous sont d'un grand secours. Il s'agit de créer un milieu vivant que le conseil de classe est chargé d'organiser et de structurer. Le problème de la démocratie directe se résout facilement puisque les divers responsables subissent sans arrêt le contrôle de toute la classe. Cependant, il y a là un problème que nous ne trouvons pas au niveau de l'école primaire: c'est le morcellement du temps scolaire en fractions totalement indépendantes les unes des autres avec la présence, dans chacune de ses fractions, d'un professeur différent. Ce problème ne peut se résoudre que par une liaison entre les différents cours réalisée d'une part au moyen d'une coordination entre les divers professeurs d'une même classe et d'autre part au moyen d'une coopération entre délégués de la classe et ces mêmes professeurs. A moins, ce qui serait préférable, qu'on ne puisse instituer des Assemblées générales de classe où seraient présents maîtres et élèves.

Mais, de même qu'on ne peut isoler l'atelier de l'entreprise on ne peut détacher la classe de l'établissement. Des problèmes généraux se posent à toutes les classes. D'où la nécessité pour les résoudre, d'Assemblées Générales d'établissement, et la création d'un conseil ou comité où délégués des élèves des diverses classes et des enseignants seraient chargés de résoudre les questions qui se poseraient entre deux Assemblées Générales.

En ce qui concerne les loisirs, on peut imaginer la création de multiples clubs gérés entièrement par les intéressés. Là aussi, une fédération des clubs de l'établissement devrait être envisagée, fédération elle-même reliée aux fédérations analogues des autres établissements. Ainsi, les diverses fêtes ou expositions scolaires, qu'il s'agisse du niveau de l'établissement ou de celui de la région, de la nation etc..., reprendraient tout leur sens, et on peut supposer qu'on assisterait alors à une richesse de création jamais réalisée jusqu'ici.

Avant de travailler, de se cultiver, de créer, de se détendre, il faut vivre, il faut manger et dormir. Et bien

manger et bien dormir, dans une atmosphère de calme, de beauté, de détente. Comme la triste réalité est loin de cela! Combien d'internats sont en fait des bagnes pour enfants! Que de repas lamentables, tant au point de vue de la diététique que de la gastronomie et de l'atmosphère qui y règne,que ne fait-on ingurgiter à de pauvres gosses en pleine croissance! Et songeons un peu à ces affreux dortoirs où les lits de fer sont alignés en files interminables, où l'intimité la plus légitime est bafouée et où il faut déployer des efforts héroïques pour respecter les lois de l'hygiène la plus élémentaire. Que font bon dieu, les associations de parents d'élèves? Comment des parents dignes de ce nom peuvent-ils accepter de faire suivre à leurs enfants un tel régime?

Il est indispensable que des délégués d'élèves soient présents à l'économat, qu'ils participent aux comptes (ce qui est plus qu'un simple droit de regard), à l'élaboration des menus, au choix des aliments. Des commissions d'élèves doivent se charger de transformer les réfectoirs en salles à manger claires, agréables, décorées par elles-mêmes. De même, sous la responsabilité des élèves, les dortoirs doivent se transformer en chambres à coucher. Qu'il s'agisse dès chambres ou des salles à manger, les pions peuvent être avantageusement remplacés par des responsables chargés de la discipline générale. D'une manière générale d'ailleurs, les surveillants doivent disparaître au profit “d'éducateurs" chargés d'aider et de conseiller les élèves.

Il reste quantité de points de détail à envisager, mais ces points de détail ne peuvent être réglés que par les intéressés eux-mêmes au fur et à mesure que le besoin s'en fait sentir. Et gageons que la plupart des problèmes trouveront leur solution dans un système où les élèves auront découvert leurs facultés de création et d'initiative.

Les diverses activités, d'internat, de loisirs et de travail seront coordonnées toujours par le même moyen d'Assemblées Générales d'établissement et de conseils ou comités composés de délégués des divers intéressés. Insistons sur le fait que dans ce cadre, les délégués le seront pour effectuer un certain travail défini par la base en Assemblées Générales, et qu'il seront toujours révocables. Cela n'a rien à voir avec le pseudo-régime parlementaire que nos "chefs" semblent vouloir instaurer.

Voici, je pense, quelques idées que l'on doit.pouvoir développer dans les syndicats - en particulier dans les syndicats d'enseignants, évidemment, dans les associations des parents d'élèves, et auprès des intéressés eux-mêmes.

TCHECOSLOVAQUIE...

LA SITUATION ACTUELLE (au 23 septembre)

D'une part, et quelles que soient les déclarations des dirigeants on constate:

- les troupes soviétiques sont encore là;
- des démissions de dirigeants, défavorables aux russes, ont lieu, sans doute imposées;
- la présence permanente du "normalisateur" Kouznetsov;
- les glapissements ininterrompus de la presse et de la radio de l'URSS et de ses satellites inconditionnels contre les “antisocialistes" tchèques, dirigeants ou non.

D'autre part:

- la résistance à l'occupant, passive, moins apparente, continue;
- les gouvernementaux tchèques refusent les purges voulues par Moscou, demandent de continuer la démocratisation de "leur" socialisme;
- le peuple encourage la résistance des dirigeants et des intellectuels, manifeste à l'occupant une hostilité non-violente mais visible, qui, selon les journaux, démoralise les soldats russes (troupes retirées et remplacées);
- un certain exode vers l'occident se fait, plus ou moins important selon les périodes de tension: surtout des étudiants et professeurs; "une véritable hémorragie intellectuelle" (Le Monde 12 Septembre).

A L'ETRANGER

- L'hostilité à l'invasion et au diktat fait la quasi unanimité des Etats (même si ces derniers n'ont pas tous des motifs bien avouables); Pékin lui-même, s'il ramène le conflit à une lutte de clans révisionnistes, russe et tchèque, n'admet pas l'alibi contre-révolutionnaire et impérialiste comme il l'avait admis pour la Hongrie en 1956; par contre, les U.S.A. ont tant de problèmes (VietNam, Amérique latine, problème Noir, élections) qu'ils réagissent mollement ne voulant pas que la coexistence fut remise en cause;
- Les P.C. italien et français (et d'autres) "réprouvent" ou "désapprouvent" et demandent le retrait des troupes d'invasion;
- Roumanie, Yougoslavie, Albanie semblent craindre cette invasion et s'y préparent militairement;
- En Russie, les jeunes ne comprennent pas (témoignage d'un Français qui se trouvait sur la place Rouge, lors de la manifestation contre l'intervention); presse et radio occidentales font état de la lutte au sommet entre faucons et colombes russes; mais, opportunément, Zond revient de la lune ...

REFLEXIONS

- "Lutte de clans révisionnistes", dit Pékin? - Ce n'est pas tout faux: "Le brav' général Svoboda" n'a pas toujours justifié son nom (qui signifie "liberté"); Dubcek lui-même... Mais, quels dirigeants, pour se maintenir, ne doivent tenir compte de la pression populaire?
- Nationalisme tchèque, plus que lutte pour la liberté? Mais qui donc renforce ce nationalisme, sinon les russes qui imposent une véritable sujétion politique, économique, culturelle... et militaire?
- La Tchécoslovaquie veut s'ouvrir économiquement au monde capitaliste? - C'est vrai; mais l'U.R.S.S. lui a montré l'exemple: commerce avec Espagne, Italie, France, etc, etc..., le constructeur Fiat n'a-t-il pas installé une usine au pays de Lénine?
- L'ours russe crèvera peut-être de maladie de foie. Le pantagruélique repas de satellites qui a suivi la guerre, laisse des traces dans son organisme. Savoir si, en crevant, il n'essaiera pas les solutions de désespoir préconisées par les faucons: coup de force sur l'Europe, suivi, s'il le fallait, du pavé atomique!
- La jeunesse russe, la jeunesse tchèque, vivent, dans le même monde aliéné que les jeunes d'Allemagne, de France, du Japon, d'Uruguay, du Mexique, et d'ailleurs. L'avenir de l'humanité ne peut plus être dans les directions gouvernementales ou de partis, toutes sclérosées autoritaires et bellicistes, à l'abri de leurs armées et de leurs polices. Chaque jour de cet automne naissant, les jeunes le montrent courageusement.

Faisons-leur confiance et aidons les!

ÉVOLUTION PRATIQUE DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE EN FRANCE...

Après quatre ans d'objection légale il ressort très nettement que l'objection à l'armée et à la guerre impérialiste ou pas, selon les individus, soit obligée de sortir de son carcan de protestation physique "aux armes" qui devenait platonique, étouffante, voire petite bourgeois pour s'ouvrir vers une contestation sociale et politique et même philosophique.

Il apparaît avec les jeunes objecteurs qui ne sont plus oppressés par la taule, la guerre d'Algérie et autres, une volonté diffuse de quelque chose de neuf dans la contestation. La situation politique nationale et internationale ne permettant pas une contestation globale subversive pour maintenant aujourd'hui, mais qui ne se fera que demain malheureusement, il résulte que nous soyons obligés par des contestations parcellaires lucides en dehors du terrain conventionnel des partis et syndicats, de nous unir avec d'autres en vue de la réalisation des conditions objectives qui engendreront la révolution.

Ce petit baratin pas clair et trop court m'amène à parler concrètement.

Les objecteurs depuis le vote du statut en décembre 1963 furent astreints à un service national et obligatoire.

Ils allèrent à Brignolle dans un camp de la Protection Civile avec un régime semi-militaire. Ils y restèrent environ un an et demi avant de se révolter par la désobéissance pour échouer à 21, sur un total de 50 gars, en taule (2 mois à Uzès-Gard). L'affaire fut réglée à l'avantage des objecteurs dans le contexte donné.

L'oppression de l'idéologie avait amené les gars à dire en gros que objection de conscience, était égale à service civil, pour les pauvres, etc... (il est à remarquer qu'un tiers des gars étaient religieux).

En mars 1966 démarre donc un service plus civil avec des associations comme le SCI (Service Civil International), le boulot en bidonville, les affaires culturelles (Lascaux et Paris) et on gratte dans un bordel épouvantable. Ça gueule dans tous les coins (dans les groupes et dans les bureaucraties des associations on n'est pas heureux). Pourtant, l'idéologie pacifiste aidant, on n'en vient pas aux armes. On réfléchit, on se bagarre et on accouche un petit quelque-chose de bâtard. On réalise médiocrement une dite autogestion des groupes qui est en fait une autogestion dé l'aliénation vu que le facteur-liberté est nul (le service étant obligatoire).

En novembre prochain (1968) il va y avoir 30 à 50 nouveaux ce qui gonfle considérablement les OC (objecteurs) en service, vu qu'avec deux incorporations par an il y avait en moyenne 50 à 60 gars au trimard.

Actuellement, notre groupe, d'une dizaine, s'engage dans une forme de lutte qui nous semble, à côté du simple refus du service militaire, rejoindre la totalité de la critique et de la pratique révolutionnaire.

Ce qui veut dire que nous luttons sur plusieurs plans, à savoir:

1- Refus concret et réel du service civil obligatoire:

La situation juridique actuelle pour l'objecteur de conscience est un tel merdier qu'elle nous permet sans gros risques une effective démobilisation par la pratique de la désobéissance et de la solidarité.

Les chantiers de travail style Pétain seraient effectivement dangereux en France si nous étions 10.000 objecteurs.

Au point de vue de nombre de groupes, certains pensent que la seule voie contestative réelle se trouve, vis à vis de notre situation, le refus du service civil par un travail rémunéré.

2- Travail rémunéré en usine ou aux champs qui rend possible une insertion réelle dans la vie du prolétariat au niveau de notre région.

La dynamique humaine nécessaire à notre action, nous la puisons dans une vie de groupe affinitaire (garçons et filles) multipliant nos possibilités par le moyen de la liberté et de l'autogestion.

le 10 Avril 1968, d'un futur objecteur.

Nous donnons après cette opinion, quelques brefs extraits de la "Lettre du Courtal": C'est dans cette lettre que s'expriment le petit groupe d'0.C. qui ont choisi de vivre en communauté, ce qui leur paraît une manière valable de contester la Société actuelle.

“Ce qui nous importe à chacun, n'est-ce-pas, c'est notre vie, la nôtre, quotidienne!

Chacun de nous ou chaque groupe n'a aucun pouvoir. Nous n’avons de pouvoir que sur notre existence, et encore à condition d'avoir su ne pas nous laisser réifier par la société de spectacle à laquelle nous participons que nous le voulions ou non. Pour moi, décider de ne pas se laisser reifier implique de prendre sa destinée en main, et plus prosaïquement d'assurer sa propre existence quotidienne, pour retrouver cette notion de l'homme qui s'était perpétuée jusqu'à nos grands parents et qui nous est devenue étrangère. Il ne s'agit pas d'un retour à des temps révolus ou chacun devrait produire absolument tout ce qui lui est nécessaire pour se nourrir, se vêtir. Mais de refuser l'aliénation qui consiste à se prostituer en vendant son travail à un patron, ou à l'Etat, de construire un monde fraternel et coopératif où par delà le moi individualiste, puisse naître la conscience collective sans laquelle nous allons droit à la mort.

L' influence du système social est telle qu'un individu isolé risque de se faire récupérer à tout moment par

les pièges de lia société. C'est ce qui se passe pour beaucoup de jeunes, partis avec de fermes idées et continuant sans s'apercevoir que les idées disparaissent peu à peu. Ç'aurait été notre cas sans doute.

Ici, il nous faut pratiquement tout remettre en question sans arrêt. Pour pouvoir exister, il faut changer nos relations, penser en fonction des autres, échanger le plus profondément possible notre pensée. Le respect des autres et de soi-même à tous les niveaux ne nous est pas encore une habitude. La survie de la com-imunauté dépend de ces remises en question permanentes.

Concrètement nous n'ayons pas beaucoup avancé mais je dis que nous sommes sur la bonne voie, que le cadre dans lequel nous vivons, s'élargissant, s'enrichissant, ne peut que nous donner davantage de moyens pour agir sur nous-mêmes et peut-être un peu sur les autres.

ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)
C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.